

Questions orales

Le premier ministre convient-il que, non seulement le jugement négatif porté par les milieux financiers augmentera son déficit de 3 milliards de dollars, mais que la hausse des taux d'intérêt va compromettre la reprise économique et la relance de l'emploi par suite du manque de confiance des consommateurs et des investisseurs?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre): Monsieur le Président, nous ne sommes pas satisfaits de tout, mais je pense que tout le monde reconnaît que nous avons fait des progrès considérables du côté de l'emploi. En effet, il s'est créé 114 000 nouveaux emplois dans les mois de février et mars cette année et le taux de chômage a été réduit de 11,6 p. 100 à 10,6 p. 100 entre le moment où le gouvernement a été formé et le mois dernier seulement.

• (1420)

Il faut continuer, nous sommes sur la bonne voie. Il ne faut pas s'énervier, il faut continuer. Lorsqu'on est sûr qu'on a un bon plan, il faut le maintenir. Je suis convaincu qu'il y a de l'instabilité, c'est vrai, mais une partie de l'instabilité vient de l'option politique du chef de l'opposition.

L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition): Monsieur le Président, c'est un peu triste de voir un gouvernement qui est aussi irresponsable dans la façon d'expliquer les comportements négatifs des marchés financiers.

Par exemple, monsieur le Président, le premier ministre voit une amélioration là où il y a dégradation. S'il y a moins de chômeurs, c'est parce qu'il y a plus de personnes qui reçoivent l'aide sociale. Les gens passent du chômage à l'aide sociale et comme ils ne font plus partie des statistiques du chômage, voilà que le gouvernement est content. C'est très grave. En plus, les quelques emplois créés sont des emplois précaires.

Je demande au premier ministre s'il admet que son gouvernement va revoir sa stratégie de lutte au déficit pour restaurer sa crédibilité auprès des marchés financiers. Qu'est-ce qu'il attend pour mettre immédiatement en oeuvre des mesures de coupure des dépenses du gouvernement?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre): Monsieur le Président, ce dont les marchés financiers ont besoin c'est d'un gouvernement qui a un plan, qui veut continuer à travailler sur ce plan, un gouvernement qui ne s'énervé pas, un gouvernement compétent qui fait preuve de stabilité dans ce qu'il avance. Ce serait désastreux d'avoir comme chef de gouvernement un chef politique qui a changé cinq fois de parti.

M. Yvan Loubier (Saint-Hyacinthe—Bagot): Monsieur le Président, dans son budget, plutôt que de proposer un véritable plan de compression des dépenses, le ministre des Finances s'est attaqué aux plus démunis en réduisant substantiellement les bénéfices de l'assurance-chômage, notamment. Par suite de l'instabilité récente des marchés qui semble vouloir se poursuivre en regard de l'évolution du dollar canadien ce matin, les frais d'intérêt du gouvernement fédéral ont déjà augmenté de 3 milliards.

Comment le premier ministre expliquera-t-il aux chômeurs et aux personnes du troisième âge que les sacrifices qui leur ont été imposés ne serviront à rien et que la perte de crédibilité de son budget auprès des marchés financiers annulera, à elle seule, les milliards de dollars que son gouvernement a arraché aux démunis pour réduire son déficit?

[Traduction]

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre): Monsieur le Président, le fait que l'économie a produit 114 000 emplois au cours des deux derniers mois prouve que nous sommes sur la bonne voie.

Nous ne nous arrêterons pas là. Nous savons que lorsque nous avons pris le pouvoir, le chômage se situait à 11,6 p. 100 et nous voulons réduire ce taux. Nous voulons créer des emplois. C'est le programme de notre gouvernement. C'est l'objectif de notre gouvernement.

Le programme de modernisation des infrastructures va commencer à créer des emplois dans les semaines qui viennent, car les accords ont été signés avec tout le monde et nous avons bonne confiance qu'ils entreront en vigueur et qu'ils créeront des emplois dans toutes les circonscriptions de notre pays.

Bien sûr, cela n'empêchera pas le secteur privé de continuer à créer des emplois de son côté. Nous sommes sur la bonne voie. Il ne faut pas perdre notre sang-froid parce que le marché connaît des fluctuations. J'ai déjà été ministre des Finances et j'ai appris qu'il ne sert à . . .

Des voix: Bravo!

M. Chrétien (Saint-Maurice): Eh oui, et j'ai réussi à réduire le déficit le temps que je l'ai été.

[Français]

M. Yvan Loubier (Saint-Hyacinthe—Bagot): Monsieur le Président, par leur irresponsabilité, on compromet justement la relance de l'emploi.

Est-ce que le premier ministre ne convient pas qu'il doit revoir à court terme sa stratégie de lutte au déficit et s'engager à réviser l'ensemble des dépenses budgétaires et fiscales en mettant sur pied le comité parlementaire d'examen des dépenses publiques que l'opposition officielle exige depuis le début et que les milieux financiers appuient maintenant, monsieur le Président?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre): Monsieur le Président, il faudra que les députés de l'opposition se décident un jour. On a présenté un budget et on a fait des coupures. Ils nous ont blâmés pour les coupures que nous avons faites. Qu'ils commencent par accepter ces coupures et ensuite on acceptera leurs suggestions.

Chaque fois qu'on fait quelque chose, ils ne font que critiquer; c'est évidemment pour cela qu'ils ne formeront jamais le gouvernement du Canada.